



BNP PARIBAS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

12 mai 2026

QUESTIONS ÉCRITES POSÉES PAR RECLAIM FINANCE

Le texte complet des questions de Reclaim Finance se trouve en annexe du présent document.

1^{ère} question :

Pouvez-vous vous engager, en cohérence avec l'approche suivie pour les obligations, à ne plus délivrer de crédits — ni à travers des prêts généraux, ni à travers des RCF — aux entreprises pétro-gazières impliquées dans le développement de nouveaux projets fossiles, a fortiori lorsque ces dernières diminuent en valeur absolue les montants investis dans les énergies renouvelables ?

Réponse du Conseil d'administration

Depuis 2023, nous ne participons plus aux émissions obligataires conventionnelles des entreprises du secteur pétrolier et gazier actives dans l'exploration-production et nous avons cessé tout financement aux nouveaux projets d'exploration et de production pétrolière et gazière, quelles que soient les modalités de financement, ainsi que tout financement aux entreprises spécialisées dans l'exploration-production pétrolière.

En 2023, nous nous sommes également engagés à réduire la part des crédits généralistes attribuable à l'amont pétro-gazier¹ : sur le périmètre des acteurs diversifiés, du raffinage/marketing et de l'exploration-production, nous n'avons participé qu'à 3 RCF sur 122 en 2024 et 4 sur 178 en 2025. Ainsi, notre part de marché dans les crédits syndiqués aux acteurs de l'industrie pétrolière et gazière est désormais marginale (0,48% en 2025 contre 2 à 3 % jusqu'en 2020 d'après Dealogic). Cela contribue à nos objectifs de réduire de 80% et 30% respectivement nos financements à l'exploration-production de pétrole et de gaz d'ici 2030.

Parallèlement, nous nous sommes fixés l'objectif très ambitieux d'atteindre un ratio de 90% de bas-carbone dans notre stock de financements à la production d'énergie en 2030, et 40 Mds€ de financements aux énergies bas-carbone dès 2028. Dans cette perspective, il est indispensable que nous conservions le lien avec les acteurs également engagés dans les technologies vertes, sans lesquels il sera impossible de réaliser notre ambition en matière de financement aux énergies bas-carbone. C'est pourquoi nos décisions de participer à des RCF sont prises au cas par cas en analysant la stratégie de transition et les ambitions des clients en matière de développement bas-carbone.

Exclure systématiquement les acteurs actifs dans le pétrole et le gaz aurait pour conséquence l'impossibilité pour nous de financer leur développement dans les énergies bas-carbone alors même que toutes les nouvelles capacités sont indispensables pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

¹ Voir la Politique sectorielle « [Pétrole et gaz](#) » de BNP Paribas (page 4) et l'audition de Jean-Laurent Bonnafé au Sénat le 6 mai 2024 https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20240506/ce_total.html « La troisième mesure est la réduction graduelle des parts de crédits généralistes destinés aux grands énergéticiens intégrés, aussi appelés « majors », qui sont attribuables à l'exploration et à la production d'hydrocarbures ».

2^{ème} question :

BNP Paribas entend-elle élargir sa politique d'exclusion à l'ensemble des financements directs de terminaux d'exportation ainsi qu'à toutes les entreprises actives dans l'exportation de GNL, à commencer par les entreprises spécialisées ? Au vu de la surcapacité des terminaux d'importation européens et des enjeux d'autonomie stratégique européenne, prévoyez-vous de mettre fin aux financements de projets de terminaux d'importation de GNL et aux entreprises qui en développent de nouveaux ?

Réponse du Conseil d'administration

BNP Paribas ne finance pas les terminaux d'exportation de GNL, en lien avec l'esprit de sa politique qui se concentre sur l'amont de la chaîne de valeur pétro-gazière². Rappelons aussi que notre politique sectorielle pétrole et gaz intègre des restrictions fortes visant les terminaux d'exportation approvisionnés majoritairement en GNL non conventionnel ainsi que les sociétés du secteur de l'énergie qui détiennent directement ou exploitent ce type d'infrastructure.

En ce qui concerne l'importation de gaz, nous nous concentrons sur les infrastructures qui ont pour objectif de sécuriser l'approvisionnement européen, conformément à la priorité de la Commission européenne de sécuriser et diversifier l'approvisionnement énergétique. Au cours des trois dernières années, nous avons participé au financement d'un seul nouveau terminal situé en Europe (Allemagne).

La décision de s'équiper de terminaux d'importation de GNL – afin notamment de pouvoir diversifier les sources d'approvisionnement – appartient d'abord aux pays, notamment ceux qui sont fortement dépendants du gaz tels que l'Allemagne ou l'Italie. Par ailleurs, les terminaux d'importation n'ont pas vocation à être utilisés à 100% de leurs capacités mais, en commun avec les centrales à gaz, de couvrir la demande énergétique lorsqu'il n'est pas possible de la satisfaire avec des alternatives bas-carbone, et en particulier lorsqu'elle est essentielle pour assurer la continuité des activités économiques.

Plus largement, les plans de transition des pays varient en fonction de leurs ressources, de leurs besoins énergétiques et de leur mix énergétique. Beaucoup abandonnent le charbon en s'appuyant sur la combinaison gaz et énergies renouvelables (Allemagne, Pologne, Mexique, Asie du Sud-Est). Aussi, nous analysons les projets en fonction de leur performance en matière d'émissions et des besoins des populations. Si financer les infrastructures gazières n'est pas notre choix central, il ne nous paraît pas opportun de formaliser de nouveaux engagements sur ce sujet compte tenu des incertitudes géopolitiques actuelles.

² Nos financements à l'exploration-production gazière et au raffinage ont déjà diminué de 64% entre septembre 2022 et septembre 2025.

3^{ème} question :

Alors que BNP Paribas révisé régulièrement ses politiques afin de prendre en compte les dernières conclusions scientifiques et d'agir avec les meilleurs outils disponibles, pouvons-nous nous attendre à un élargissement des restrictions déjà en vigueur aux zones jugées prioritaires en termes de protection de la biodiversité, en s'appuyant sur un ensemble de cadres et de référentiels reconnus ?

En particulier, pouvez-vous vous engager à ne pas soutenir, directement et indirectement, l'exploitation des énergies fossiles dans la zone du Triangle de Corail ?

Réponse du Conseil d'administration

Compte tenu des incertitudes géopolitiques, qui nécessitent que nous conservions une capacité d'adaptation, il ne nous semble pas actuellement opportun de modifier notre politique pétrole et gaz ni de prendre de nouveaux engagements.

Pour autant, nous sommes pleinement conscients que l'exploitation des énergies fossiles et des infrastructures qui y sont liées peuvent présenter des risques pour la biodiversité et nous menons depuis plusieurs années une politique volontariste en la matière.

Nous avons été dès 2017 l'une des premières banques au monde à cesser de financer les spécialistes des hydrocarbures non conventionnels (pétrole et gaz de schiste, sables bitumineux, méthane de houille...), dont les impacts sur la biodiversité sont documentés. Notre politique sectorielle pétrole et gaz n'a cessé ensuite d'être renforcée avec des critères de financement et d'investissement de plus en plus restrictifs, notamment afin de protéger la biodiversité.

BNP Paribas a été l'une des premières banques au monde à adopter des critères restrictifs dans les zones où les écosystèmes sont particulièrement à risque comme les régions de l'Arctique³ et de l'Amazonie⁴. BNP Paribas ne finance ni n'investit dans aucun projet pétrolier et gazier ni aucune infrastructure associée localisée dans ces zones.

Nous nous tenons aux engagements que nous avons pris en 2023, salués comme parmi les plus ambitieux du secteur pour faire cesser l'expansion pétro-gazière : nous ne participons plus aux émissions obligataires conventionnelles des entreprises du secteur pétrolier et gazier actives dans l'exploration-production, nous avons cessé tout financement aux nouveaux projets d'exploration et de production pétrolière et gazière, quelles que soient les modalités de financement, ainsi que tout financement aux entreprises spécialisées dans l'exploration-production pétrolière. Nous avons également réduit notre participation à des crédits généralistes pour des acteurs opérant sur l'amont pétro-gazier.

³ En 2022 nous avons élargi la zone d'exclusion de financement à l'AMAP (Arctic Monitoring and Assessment Programme), à l'exception des opérations au large des côtes norvégiennes, et notre périmètre d'exclusion a été étendu au-delà du seul financement de projet et s'applique désormais à tous les financements corporate généralistes.

⁴ En Amazonie, le Groupe ne fournit aucun produit et service financier et n'investit pas dans les sociétés du secteur de l'énergie détenant des réserves de pétrole et de gaz ou développant des infrastructures liées aux activités pétrolières dans la région (application à l'ensemble des zones catégorie I à IV de la classification établie par l'IUCN (Union internationale pour la conservation de la nature), aux sites inscrits sur la liste tenue par la Convention de RAMSAR (Convention sur les zones humides), aux sites de la région amazonienne classés au Patrimoine mondial (au Brésil, en Équateur, en Bolivie, en Colombie ou au Venezuela), aux sites liés à l'Alliance Zéro Extinction ainsi qu'aux Bassins Sacrés de l'Amazonie).

Nous rappelons que nous ne finançons pas les terminaux d'exportation de GNL et que nous nous concentrons sur les projets d'importation visant à sécuriser l'approvisionnement européen. En outre, les questions liées à la biodiversité et à la pollution sont prises en compte dans tous nos financements à travers l'ESG Assessment, un outil qui a pour objectif principal l'identification, l'évaluation et le suivi systématiques des performances et des risques ESG de nos clients. Il couvre 5 thématiques principales, dont la biodiversité, au travers de questionnaires sectoriels qui permettent d'adresser les risques inhérents à chaque activité.

Et enfin, en ce qui concerne plus spécifiquement la zone du Triangle de Corail, nous ne finançons ni terminaux de liquéfaction ni terminaux de regazéification, qu'ils soient flottants ou onshore, et aucun de nos financements n'est fléché vers ces infrastructures.

4ème question :

BNP Paribas publie le ratio de ses expositions de crédits à une partie des énergies fossiles (charbon, exploration-production pétrole & gaz, raffinage de pétrole) rapportées à ses expositions de crédit aux énergies dites “bas-carbone” (renouvelables et nucléaire) et affiche l’ambition d’atteindre une répartition entre “bas-carbone” et ce périmètre “fossile” respectivement 90% et 10% d’ici 2030.

[...]

Trois points essentiels sont absents de la méthodologie appliquée par BNP Paribas mais repris par plusieurs banques comme JPMorgan Chase, Royal Bank of Canada ou Citi :

- Couvrir l’ensemble de la chaîne de valeur des énergies fossiles, de l’exploration-production jusqu’à l’utilisation finale ;*
- Prendre en compte l’ensemble des financements, notamment les émissions d’obligations, avec une approche par flux ;*
- Intégrer à la partie “soutenable” du ratio les financements aux réseaux électriques et au stockage, tout en excluant les technologies liées aux fossiles et la bioénergie (biomasse, biogaz et biocarburants).*

BNP Paribas compte-t-elle renforcer la méthodologie de son ratio, notamment sur les trois points ci-avant, afin d’en faire un outil permettant de réellement mesurer sa contribution à la transition énergétique ?

Une réelle transition énergétique nécessitant la fin du développement de nouvelles centrales à gaz afin que les ENR remplacent les énergies fossiles (et non s’y additionnent), BNP Paribas compte-t-elle mettre fin à ses soutiens au développement de nouvelles centrales à gaz, en cohérence avec ses propres engagements et les besoins identifiés de la transition énergétique ?

Réponse du Conseil d’administration

D’ici 2030, le Groupe BNP Paribas s’est fixé un objectif d’atteindre un ratio de 90% d’énergies bas carbone dans son portefeuille de financement à la production d’énergie, contre seulement 10% pour les énergies fossiles, et 40 milliards d’euros de financements aux énergies bas-carbone. Ce ratio est parfaitement cohérent avec nos engagements qui concernent les crédits à la production d’énergie.

En effet BNP Paribas a déjà pris des engagements forts en 2023, reconnus comme parmi les plus ambitieux sur le sujet, et qui se concentrent sur l’amont de la chaîne de valeur : nous avons cessé tout financement aux nouveaux projets d’exploration et de production pétrolière et gazière, quelles que soient les modalités de financement, ainsi que tout financement aux entreprises spécialisées dans l’exploration-production pétrolière. Nous avons réduit notre participation à des crédits généralistes attribuable à l’amont pétro-gazier.

Nous reportons annuellement sur les résultats déjà obtenus, qui sont significatifs. À Q3 2025, 82% des financements du Groupe au secteur de la production d’énergie étaient d’ores et déjà dédiés au bas carbone, dont 91% pour les seules énergies renouvelables. Les 18% restant correspondent à notre encours de crédits aux énergies fossiles. Entre sept. 2022 et sept. 2025, notre exposition avait déjà diminué de 64% pour le gaz et de 76% pour le pétrole. Au total, notre exposition aux fossiles (pétrole, gaz, raffinage, charbon) a diminué de 64% sur la période.

Compte tenu des incertitudes géopolitiques, il nous paraît indispensable de conserver une capacité d'adaptation aux chocs et bouleversements potentiels. Aussi ne nous semble-t-il pas opportun de transformer notre ratio en prenant de nouveaux engagements sur ce sujet.

Pour autant, vous mentionnez d'autres calculs et méthodologies, dont ceux de Bloomberg New Energy Finance. Il convient de souligner que cet organisme nous classe aussi parmi les meilleures performances de son ratio « Energy Supply Financing Ratio⁵ ».

Enfin, pour répondre à vos deux points concernant les financements aux réseaux et au stockage et ceux aux centrales à gaz :

- Le Groupe est pleinement conscient que les réseaux et le stockage jouent un rôle essentiel pour permettre l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau et remplacer la production d'électricité à partir d'énergies fossiles. Ce sujet fait donc pleinement partie des objectifs du Low Carbon Transition Group, et nos financements sont très conséquents et en forte accélération depuis début 2025. En nous basant sur des hypothèses prudentes, nous estimons que notre soutien aux activités de transmission, distribution et stockage d'électricité s'établira à 21,3 Mds EUR sur la période 2022-Q1 2026, soit plus du double du montant estimé un an auparavant (10,3 Mds EUR à Q1 2025).
- Pour les financements aux centrales à gaz et aux entreprises qui les développent : nous avons toujours dit que nous axions notre stratégie sur l'arrêt des financements à l'amont pétro-gazier. La production d'électricité à partir de gaz n'est donc pas concernée par notre politique, et il convient de noter que le World Energy Outlook 2025 de l'AIE souligne que le gaz continue à jouer un rôle dans la décarbonation quels que soient les scénarios, pour remplacer le charbon dans la production d'électricité, pour le chauffage, le transport notamment maritime et pour décarboner les industries les plus intensives.

Aujourd'hui de nombreux pays ont choisi une stratégie de transition qui passe par une combinaison de gaz et d'énergies renouvelables associée au déploiement des batteries et infrastructures de stockage dès lors que cela c'est possible.

Les choix énergétiques retenus pour la décarbonation de l'énergie varient selon les zones géographiques, et notamment le dimensionnement des réseaux et les besoins des populations. Ce sont avant tout des choix de politique publique, que nous accompagnons dès lors qu'ils s'inscrivent dans une stratégie de transition Net Zero crédible, avec une stratégie globale de réduction des émissions – et a fortiori lorsque cela permet de sortir du charbon.

⁵ En septembre 2025, BloombergNEF a évalué les ratios ESB ("energy supply investment ratio") des 10 plus grandes banques mondiales, et a conclu que fin 2024, BNP Paribas avait le meilleur ratio à 2,27 (la moyenne s'établissant à 0,89:1).

5ème question :

BNP Paribas entend-elle prochainement revoir sa politique sur le charbon métallurgique afin d'adopter une approche consolidée sur le charbon et d'exclure les financements généraux aux entreprises impliquées dans le développement de nouvelles capacités minières de charbon métallurgique, et selon quel calendrier ?

Réponse du Conseil d'administration

Nous sommes conscients que le charbon est un contributeur majeur au changement climatique. C'est pourquoi, dès 2017, nous avons cessé de financer les centrales électriques à charbon, quel que soit leur niveau d'émissions. En mai 2020, nous avons en outre annoncé une sortie totale du financement de l'ensemble de la chaîne de valeur du charbon thermique – mines de charbon, centrales électriques au charbon et infrastructures liées au charbon – d'ici 2030 dans les pays de l'OCDE et de l'Union européenne, et d'ici 2040 dans le reste du monde.

S'agissant plus spécifiquement du charbon métallurgique, comme vous le notez, en 2023, nous avons mis à jour notre politique sectorielle relative à l'industrie minière et décidé d'exclure tout financement et toute fourniture de services pour les projets dédiés à l'extraction de charbon métallurgique.

Aujourd'hui, l'exposition de BNP Paribas à l'extraction de charbon est marginale (de l'ordre de 0,4 Md€) et tendant vers l'extinction, et le charbon métallurgique représente moins d'un tiers de ce montant.

En outre, notre exposition au charbon métallurgique résulte exclusivement de financements à des acteurs diversifiés, qu'il s'agisse de sociétés minières qui produisent des minerais essentiels à la transition énergétique (lithium, cobalt, cuivre, etc.) ou de conglomérats type sogo sosha japonais avec un large éventail d'activités (construction d'infrastructures, véhicules, agro-industrie, logistique, production d'acier, etc.). Dans les deux cas, le charbon – et a fortiori le charbon métallurgique – ne représente qu'une part très minoritaire de leurs activités.

Compte tenu de cette exposition très basse, nous ne prévoyons pas de mise à jour de notre politique sectorielle.

Texte complet des questions écrites posées par Reclaim Finance à l'occasion de l'Assemblée Générale 2026 de BNP Paribas

1^{ère} question :

En 2024, vous annonciez ne plus faciliter l'émission d'obligations conventionnelles pour les entreprises productrices de pétrole et de gaz, une mesure prise afin d'éviter de contribuer à l'ouverture de nouveaux champs pétroliers et gaziers, lesquels aggravent les impacts et risques climatiques et ne sont nullement nécessaires pour répondre aux besoins énergétiques des populations.

Malheureusement, nous relevons encore des transactions non fléchées à ces entreprises, notamment à travers la provision de RCF — un cas récent étant celui de mars 2026 en faveur d'ENI. Si nous comprenons la volonté de sécuriser l'accès de la banque à des transactions visant le développement de projets renouvelables par ces entreprises, nous déplorons cette approche : au nom de quelques opportunités dans les renouvelables, vous participez à leur financement global et leur permettez de libérer les capitaux requis pour le développement de nouveaux projets pétroliers et gaziers.

C'est d'autant plus dommageable que les majors pétro-gazières, pour lesquelles nous relevons encore certaines transactions de crédit, représentent une part infime des capacités d'énergies renouvelables à l'échelle mondiale et tendent à réduire leurs projections en la matière, au profit des énergies fossiles. C'est notamment le cas d'ENI, dont le dernier rapport annuel indique une baisse des prévisions d'investissement dans le bas carbone.

Ainsi, notre question est simple : pouvez-vous vous engager, en cohérence avec l'approche suivie pour les obligations, à ne plus délivrer de crédits — ni à travers des prêts généraux, ni à travers des RCF — aux entreprises pétro-gazières impliquées dans le développement de nouveaux projets fossiles, a fortiori lorsque ces dernières diminuent en valeur absolue les montants investis dans les énergies renouvelables ?

Nous sommes conscients de vos cibles de baisse de respectivement 80% et 30% de votre exposition à la production-exploration de pétrole et de gaz d'ici 2030 mais soulignons la possibilité d'atteindre ces cibles tout en accordant des crédits, y compris généraux, aux entreprises du secteur, quand bien même elles développeraient de nouveaux champs pétroliers et gaziers.

2^{ème} question :

L'expansion sans précédent du GNL (gaz naturel liquéfié) expose nos sociétés à de nombreux risques. À l'aggravation des dérèglements climatiques, liée notamment aux émissions de méthane, s'ajoutent des impacts sur les écosystèmes et les communautés situés à proximité des terminaux de GNL. Ces communautés voient leurs conditions de vie se dégrader, leur santé affectée et les ressources naturelles dont elles dépendent s'affaiblir.

À l'échelle européenne, la dépendance croissante de l'Europe aux importations de GNL états-unien et son utilisation par Donald Trump comme levier de domination géopolitique fragilisent l'autonomie stratégique européenne. Cette dépendance a aussi un coût pour les contribuables européens, qui voient les prix de l'énergie augmenter, voir exploser en période de crise, comme l'illustre la guerre au Moyen-Orient.

BNP Paribas a reconnu certains de ces risques. Déjà leader en 2017 avec l'adoption d'exclusions visant les terminaux de GNL nord-américains en raison de leur alimentation au gaz de schiste ainsi que les entreprises très exposées au secteur, BNP Paribas a aussi indiqué ne pas financer de nouveaux terminaux d'exportation hors de l'Europe. Au niveau des entreprises, la fin de certains services financiers aux entreprises intégrées contribue aussi à diminuer les financements à des acteurs fortement impliqués dans l'expansion des terminaux d'exportation de GNL.

Cependant, cette approche demeure incomplète.

D'une part, ces mesures ne couvrent pas l'ensemble des projets d'exportation ni de façon formelle les entreprises spécialisées dans l'exportation de projets de GNL.

D'autre part, aucune restriction ne s'applique au financement des terminaux d'importation ou des entreprises qui les développent. Or, la majorité du GNL importé en Europe provient des Etats-Unis, et est donc issu de gaz de schiste - dont les impacts climatiques avaient précisément conduit la banque à restreindre son soutien à l'expansion pétro-gazière en Amérique du Nord. De plus, la situation énergétique européenne ne justifie pas de nouvelles capacités. Au premier semestre 2025, les terminaux d'importation de GNL de l'Union européenne affichaient un taux d'utilisation moyen d'environ 52 % alors que la demande de gaz est amenée à baisser en Europe d'ici 2030. L'IEEFA prévoit par conséquent que la capacité de regazéification de GNL l'Europe en 2030 sera plus de trois fois supérieure à sa demande de GNL.

Enfin, le financement des méthaniers, élément clé de la chaîne de valeur du GNL, constitue un angle mort de votre politique. En soutenant le développement de cette flotte, la banque continue de jouer un rôle significatif dans l'expansion du GNL. BNP est ainsi le premier soutien européen et le quatrième au niveau mondial à l'expansion de la flotte de méthaniers via les financements directs.

Dans ce contexte, BNP Paribas entend-elle élargir sa politique d'exclusion à l'ensemble des financements directs de terminaux d'exportation ainsi qu'à toutes les entreprises actives dans l'exportation de GNL, à commencer par les entreprises spécialisées ? Au vu de la surcapacité des terminaux d'importation européens et des enjeux d'autonomie stratégique européenne, prévoyez-vous de mettre fin aux financements de projets de terminaux d'importation de GNL et aux entreprises qui en développent de nouveaux ?

3ème question :

Comme BNP Paribas le reconnaît, il est urgent d'adopter des mesures visant à protéger la biodiversité. Lorsque les écosystèmes disparaissent, ce sont aussi des services vitaux pour les sociétés humaines qui s'effondrent : accès à l'eau, protection contre les catastrophes naturelles, sécurité alimentaire. Ces impacts se traduisent par des risques majeurs pour la stabilité économique et financière, ce qui interpelle de plus en plus les superviseurs et régulateurs financiers.

Si les pressions sur la biodiversité sont multiples, le système de production fondé sur les énergies fossiles constitue l'un des principaux moteurs de cette destruction. Déforestation, pollutions persistantes, fragmentation des habitats, dégradation locale des écosystèmes liée aux infrastructures : l'exploitation du charbon, du pétrole et du gaz affaiblit des milieux déjà fragiles jusqu'à menacer leur effondrement.

En dégradant des puits de carbone essentiels, les projets fossiles transforment aussi des alliés naturels de la lutte contre le changement climatique en sources d'émissions, tandis que les dérèglements climatiques qu'ils aggravent affaiblissent à leur tour la biodiversité.

C'est en reconnaissance de ces risques que BNP Paribas a intégré, dans son dispositif de protection de la biodiversité, des mesures visant à restreindre spécifiquement ses soutiens au pétrole et au gaz dans certaines zones sensibles, comme l'Arctique ou l'Amazonie.

Ces premières mesures constituent une base sur laquelle construire afin de protéger l'ensemble des zones les plus critiques pour la biodiversité. Parmi elles, le Triangle de Corail, en Asie du Sud-Est, figure comme l'une des régions les plus riches de la planète en biodiversité marine. Elle est aujourd'hui menacée par de nombreux projets fossiles : plus de 450 blocs d'exploration pétro-gazière et 31 projets de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) terrestres ou flottants, y sont prévus, alors que 120 millions de personnes en dépendent pour leur subsistance.

Dans cette perspective, et alors que BNP Paribas révisé régulièrement ses politiques afin de prendre en compte les dernières conclusions scientifiques et d'agir avec les meilleurs outils disponibles, pouvons-nous nous attendre à un élargissement des restrictions déjà en vigueur aux zones jugées prioritaires en termes de protection de la biodiversité, en s'appuyant sur un ensemble de cadres et de référentiels reconnus ? En particulier, pouvez-vous vous engager à ne pas soutenir, directement et indirectement, l'exploitation des énergies fossiles dans la zone du Triangle de Corail ?

Cet élargissement, appliqué aux infrastructures d'énergies fossiles dans ces zones, ainsi qu'aux entreprises y opérant, nous semble essentiel pour la protection des sociétés et des intérêts de vos actionnaires et ne manquerait pas d'être accueilli très favorablement.

Tel que déjà indiqué à la banque, si des limites subsistent dans l'identification exhaustive de toutes les zones critiques pour la biodiversité, un ensemble de cadres et référentiels, comprenant les KBAs, IMMAs et EBSAs, peuvent déjà être mobilisé dès aujourd'hui par BNP Paribas. Portées par des institutions reconnues au niveau international, elles sont fondées sur des critères scientifiques rigoureux, appuyées par des données géographiques accessibles et sont régulièrement mises à jour.

4^{ème} question :

BNP Paribas publie le ratio de ses expositions de crédits à une partie des énergies fossiles (charbon, exploration-production pétrole & gaz, raffinage de pétrole) rapportées à ses expositions de crédit aux énergies dites "bas-carbone" (renouvelables et nucléaire) et affiche l'ambition d'atteindre une répartition entre "bas-carbone" et ce périmètre "fossile" respectivement 90% et 10% d'ici 2030.

La publication d'un ratio de financement à l'énergie, c'est-à-dire la comparaison des financements alloués aux énergies fossiles et à leurs alternatives, est nécessaire afin d'évaluer le soutien réel de BNP Paribas à la transition énergétique. Cependant, le ratio publié par BNP Paribas, ainsi que la cible pour 2030, souffre de lacunes significatives qui rendent impossible cette évaluation.

Plusieurs organisations, comme l'Institut Louis Bachelier (ILB) ou Bloomberg New Energy Finance (BNEF) proposent les bases méthodologiques minimales pour calculer efficacement un tel ratio. Notamment, trois points essentiels sont absents de la méthodologie appliquée par BNP Paribas mais repris par plusieurs banques comme JPMorgan Chase, Royal Bank of Canada ou Citi :

- *Couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur des énergies fossiles, de l'exploration-production jusqu'à l'utilisation finale ;*
- *Prendre en compte l'ensemble des financements, notamment les émissions d'obligations, avec une approche par flux ;*

- Intégrer à la partie “soutenable” du ratio les financements aux réseaux électriques et au stockage, tout en excluant les technologies liées aux fossiles et la bioénergie (biomasse, biogaz et biocarburants).

Par ailleurs, nos recherches ont montré que BNP Paribas se place en deuxième position au classement des principales banques européennes qui soutiennent la construction de nouvelles centrales à gaz, en finançant les entreprises qui développent ces projets. Au delà des impacts du gaz sur la santé, les coûts de l'énergie et le climat, le développement de nouvelles centrales à gaz n'est ni nécessaire pour permettre le déploiement des ENR - d'après les modélisations de l'AIE - ni compatible avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique au plus proche de 1,5°C - d'après le GIEC qui souligne la nécessité de fermeture anticipée des centrales à gaz d'ici 2030.

La question est donc double : d'une part, BNP Paribas compte-t-elle renforcer la méthodologie de son ratio, notamment sur les trois points ci-avant, afin d'en faire un outil permettant de réellement mesurer sa contribution à la transition énergétique ? D'autre part, une réelle transition énergétique nécessitant la fin du développement de nouvelles centrales à gaz afin que les ENR remplacent les énergies fossiles (et non s'y additionnent), BNP Paribas compte-t-elle mettre fin à ses soutiens au développement de nouvelles centrales à gaz, en cohérence avec ses propres engagements et les besoins identifiés de la transition énergétique ?

5^{ème} question :

Depuis sa première politique adoptée au début des années 2010, BNP Paribas a régulièrement renforcé sa politique ainsi que les mesures visant à faciliter la sortie progressive du secteur charbon. Après avoir longtemps limité sa politique au charbon thermique, BNP Paribas a intégré le charbon métallurgique, utilisé dans la production d'acier, sur lequel il était enfin devenu possible d'agir pour deux raisons : l'existence d'alternatives et le fait que, d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les capacités actuelles de production de charbon métallurgique suffisent à répondre à la demande mondiale suivant une trajectoire visant à contenir le réchauffement au plus proche des 1,5°C.

En 2023, la banque a ainsi franchi une étape en excluant le financement de nouveaux projets de mines de charbon métallurgique. Si cette mesure est saluable, elle reproduit l'insuffisance des premiers engagements sur le charbon thermique : ne porter que sur les financements de projets, alors que la quasi-totalité (97 %) des soutiens au secteur passe par des services financiers délivrés au niveau des entreprises.

Ce manquement conduit à une incohérence : soutenir, via des prêts généraux ou via l'émission d'actions et d'obligations, le développement d'actifs que vous refusez de financer directement.

À titre d'exemple concret, BNP Paribas figure, avec une participation à plusieurs émissions d'obligations en 2023 pour un montant total de 7,5 milliards de dollars, parmi les principaux banquiers de BHP Billiton, l'un des premiers producteurs mondiaux de charbon métallurgique, qui prévoit d'étendre significativement ses opérations, notamment dans le bassin de Bowen, en Australie, l'une des zones d'extraction les plus importantes au monde.

Ce cas spécifique soulève une deuxième incohérence : le bassin de charbon métallurgique de Bowen se situe dans l'État du Queensland, à environ 200 km du bassin de charbon thermique de Galilée, et son exploitation soulève des risques majeurs pour le climat, la biodiversité, la Grande Barrière de corail et les populations autochtones, similaires à ceux qui vous ont conduits il y a 11 ans à vous engager à ne soutenir d'aucune manière l'exploitation du charbon dans le bassin de Galilée.

En conséquence, BNP Paribas entend-elle prochainement revoir sa politique sur le charbon métallurgique afin d'adopter une approche consolidée sur le charbon et d'exclure les financements généraux aux entreprises impliquées dans le développement de nouvelles capacités minières de charbon métallurgique, et selon quel calendrier ?